

La Lettre du C.D.E.S.
ISSN 1240-0009 CPPAP 721171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

10francs-N°43
Nov. Déc. 96



NOTRE MOYEN:
**L'anarcho-
syndicalisme!**

Sommaire:

Au bonheur des salauds:

La misère augmente? Qu'à
cela ne tienne, il existe
toujours une solution
marchande pour presser le citron

Kermesse U.S.

Les médias, outil
de conditionnement.

Où en est l'Anarcho- syndicalisme Italien:

A l'occasion du Congrès de
l'Association Internationale
des Travailleurs, le point
sur la situation en Italie.

Education:

Les M.A. en lutte.

Débat:

Anarcho-syndicalisme,
service public et
société capitaliste.

ADRESSES

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T.
Alberto Palacios 2,
28021 Madrid-Espagne

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est l'agent
d'exécution et de liaison de la CNT,
pour tout contact sur le plan
national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P.116
72 003 Le Mans Cedex

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la
CNT. Elles regroupent les divers
syndicats & Unions Locales d'une
zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116
72 003 Le Mans cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511
64010 Pau Cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Remesy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional).

U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse
du Travail, 13 rue de
l'académie,
13001 Marseille
(Secrétariat Régional).

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
Dejean, 80000 Amiens.

Dans l'Est:

C.N.T., B.P. 343, 25207
Montbeliard Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

2

Cénétistement vôtre...

Aujourd'hui Mac Do, demain un autre futur.

Le 12 octobre, 4ème anniversaire de la mort de Mark Hopkins, travailleur électrocuté au Mc Donald's de Manchester, a été retenu pour être la journée internationale de solidarité avec les salariés de Mc Donald's qui pensent que vivre ce n'est pas seulement fabriquer des hamburgers à la chaîne mais que c'est aussi lutter.

A Toulouse, nous avons été unanimes pour relayer la demande de la Sol Fed (Section anglaise de l'A.I.T.) d'organiser une action ce jour là. En effet, cette demande répondait bien à deux axes principaux de l'anarcho-syndicalisme : solidarité internationale avec les travailleurs exploités (de Mc Do), solidarité entrant dans le cadre d'une lutte anti-capitaliste. Quel symbole plus parfait du capitalisme sinon Mc Do !

Travailleurs exploités ne pouvant pas s'organiser, se syndiquer dans le seul but de remplir de plus en plus les poches d'un patronat sans scrupules et sans état d'âme. Critères d'embauche conformes à des critères de management américains (tant de pour cent e jeunes, de blacks, de vieux...), petits salaires...

Enfin, plus pernicieux et pervers, essayer d'imposer des modes de vie préfabriqués, totalitaire, mais qui correspondent bien à un forcing du capitalisme pour nous faire consommer de plus en plus, tout cela bien entendu aux dépens des travailleurs.

Donc, le 12 octobre nous nous sommes retrouvés à une vingtaine de copains devant le principal Mc Do de Toulouse. Nous avons préparé un tract et apprêté un mégaphone. Nous avons investi calmement l'endroit distribuant les tracts, pendant qu'un copain à l'extérieur expliquait le pourquoi de notre action au mégaphone.

Les cadres de Mc Do pur jus ont bien essayé de nous intimider, mais devant notre détermination n'ont pas insisté et ont même fermé leur boutique pendant une demi-heure. Le tract a été très bien accueilli dans l'ensemble (à preuve, très peu de tracts par terre, ainsi que de nombreux retours). Dans la lancée, nous nous sommes rendus à un autre Mc Do du centre ville et avons répété la même opération.

Cette action a été très satisfaisante, a nécessité très peu de moyens, à part des militants déterminés et nous incite bien entendu à recommencer de plus belle l'année prochaine, avec, pourquoi pas, une journée de boycott Mc Do.

Lutter, c'est avant tout se grouper et s'organiser.

Rosesélary.

Ce même système qui crée la misère n'a pas son pareil pour en tirer profit.

L'organisation de la distribution commerciale en témoigne. Les CASH CONVERTERS sont des magasins où l'on rachète à bas prix les biens des plus démunis pour les revendre avec des bénéfices.

A Bobigny, une chaîne de magasins ouvre ses portes pour louer aux pauvres ce qu'ils ne peuvent plus s'acheter... un lit pour 46 francs pas mois par exemple au GRAZY GEORGES. En fin de compte, les pauvres payeront deux ou trois fois le prix normal...

La grande distribution, elle, lorgne du côté des pays où l'on délocalise. Carrefour, dont l'action grimpe régulièrement, (+50 % depuis le début de l'année), a implanté une vingtaine d'enseignes en Asie. Explosion de la misère ici, hausse du pouvoir d'achat ailleurs... à cha-

Cancéreux ne désespérez pas



L'A.R.C. peut encore être utile

que cas de figure, une solution marchande vient presser le citron.

Alors que le système capitaliste fait preuve d'excellentes capacités d'adaptation, signe pour lui de bonne santé, les réponses que l'on peut lui opposer semblent largement insuffisante.

Prôner la réduction du temps de travail, est-ce suffisant quand Carrefour (toujours lui) en est à GESTOR 6, logiciel de gestion de personnel qui gère, à "flux de clientèle" la moindre seconde de travail ?

Est-ce suffisant quand on devine que, demain, pour de simples raisons de survie liées à un mode d'organisation de la société, le "multisalariat", c'est-à-dire le cumul de petits boulots sera nécessaire ?

Non, car l'analyse quantitative simple concernant les heures de travail ou bien le salaire ne prend pas en compte le mode actuel de production.

Cette absence d'analyse structurelle dont sont responsables les chefs du "mouvement social" (appareils syndicaux, cadres politiques...) est la cause directe de la fragilité du rapport de forces actuel entre le capitalisme et les exploités.

Paradoxalement, ou pas, cette même situation fait le bonheur de l'extrême droite.

Celle-ci à moins de mal à s'implanter dans le milieu syndical en utilisant les mêmes moyens et les mêmes mots d'ordre catégoriels qu'ont utilisé avant elle les autres partis politiques pour détourner le syndicalisme de ses fins révolutionnaires.

Les mêmes moyens d'abord, puisque les syndicats F.N. sont aux ordres des cadres

politiques du F.N., lesquels profitent des élections professionnelles et des stratégies d'appareil pour apparaître et se faire de la pub.

Les mêmes mots d'ordre ensuite (Smig à 7 000 F, semaine de 39 heures), qui, sans perspectives globales, satisfont à bon compte les tendances corporatistes des uns et les aspirations catégorielles des autres. Ceci explique le passage d'un syndicat à l'autre, comme par exemple, dans l'Herault ou le premier syndicat de matons du F.N. a été créé par un militant au long passé cégétiste.

La seule différence de taille qui existe entre le syndicalisme représentatif traditionnel et le F.N. est la "préférence nationale". Le développement de cette notion raciste est favorisé par l'absence de propositions d'un syndicalisme officiel qui n'a plus de fond idéologique.

C'est pourquoi, si nous ne voulons pas continuer à laisser faire le bonheur des crapules, nous devons certes nous unir pour améliorer nos conditions de vie. Les anarcho-syndicalistes n'ont jamais dit le contraire. Mais, l'actualité le montre, cela est insuffisant. L'union de tous les exploités ne peut pas se faire par le jeu électoraliste ou politicien. Pour ne pas faire le jeu de l'extrême droite de l'état et du capitalisme, elle ne peut se faire qu'avec des propositions idéologiques révolutionnaires que sur la base d'une culture de lutte de classes, de pratique sociale et de réflexion libertaire.

Voilà ce que, à la proposition d'amélioration du quotidien, ajoutent les anarcho-syndicalistes depuis un siècle qu'ils luttent contre l'injustice, l'arbitraire et la barbarie. ———— OM

Le joueur de saxo dirigera quatre années encore les Etats Unis. La kermesse électorale américaine a été l'occasion une fois de plus de mesurer à quel point les médias étaient un outil fidèle du pouvoir marchand pour conditionner les masses. Mais plus que les discours sur la mondialisation de l'économie, la nécessaire restructuration des outils de production, ou l'inévitable réforme de l'état providence, le rappel de quelques chiffres concernant l'élection américaine donne une idée vertigineuse du degré de détournement de la démocratie.

Au USA, un tiers des électeurs ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Et parmi les inscrits, un sur deux n'a pas jugé utile d'aller aux urnes. Cela veut dire que lorsque les journalistes parlent d'une victoire nette de Clinton avec un peu plus de 50% des voix, c'est qu'un américain sur 6 seulement a voté pour lui, soit 17% de la population en âge de voter.... (Remarquons avec une pointe d'amusement agacé que cela correspond au score de Chirac au premier tour de l'élection présidentielle !).

Lorsque l'on sait, que dans la société yankee le taux d'abstention est inversement proportionnel au niveau de revenus, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il suffit aux laquais des pouvoirs financiers d'acheter la petite et moyenne bourgeoisie pour être élu avec le label "Démocratie".

A propos d'acheter l'électeur, ce hold-up coûte fort cher. Deux milliards de dollars pour cette dernière campagne, soit mille milliards de centimes. Et tout le monde y a mis de sa poche. Même un des plus puissants syndicats made in U.S. a déboursé de façon tout à fait légale et officielle 35 millions de dollars pour aider le clan Clinton. Jusqu'à un obscur

Coréen du Sud qui lui a refilé 425 000 dollars de sa poche. Les gens sont gentils. Il faut bien avouer que le parti de Clinton, qui se nomme (ne rions pas) "le parti démocrate", et a moins de militants que Greenpeace USA, n'effraie pas les gens aisés. Présenté comme la gauche américaine, le parti démocrate accueille toute la crème des faiseurs de fric, comme R. Strauss (conseil juridique de Pepsico), R. Brown (avocat au USA des grosses firmes japonaises), et beaucoup de cadre d'institutions financières telle que American Express ou Drexel.

Le point le plus dramatiquement drôle de cette mascarade, c'est qu'il n'existe aucune diffusion écrite ou audiovisuelle du programme électoral des candidats (Interview de R. Nader, l'écolo de service). Ceux-ci interviennent au fil de la campagne, en fonction des événements, ou des interrogations des présentateurs de télé. Mais lorsque l'on sait que la journaliste politique de NBC vit avec le président de la réserve fédérale (la banque américaine), que Clinton fait ses jogging avec le correspondant d'Associated Press, ou que celui du New York Times tape la balle au tennis avec le secrétaire d'état, on comprend pourquoi la télé parle plus de cul et de fric facile que de projet de société.

Minoritaire, achetée, la bourgeoisie américaine choisit tous les quatre ans au nom du peuple américain l'homme qui défendra ses intérêts. C'est l'élection de Miss Cochon-Gras, de Miss Dollars, ou de Miss Kapital.

Le peuple américain, celui qui trime, celui qui crève, lorsqu'on lui demande pourquoi il ne vote plus, donne toujours la seule et incontournable réponse: CA NE SERT A RIEN ! Et il a bien raison.

Georges Henein Grup

PS : Le lecteur peut toujours jouer à comparer la situation américaine à celle de la France. Voici quelques indices.

- Un des responsables du groupe RPR à l'assemblée est un ancien présentateur de télé sous De Gaulle.

- A. Sinclair, la vedette du 7/7 vit avec D. Strauss-Kahn, député socialiste, ancien ministre.

- P. Bottom, le gendre de M. Noir, ancien ministre, payait gracieusement des voyages en avion vers le soleil à PPDA et quelques journalistes de talent.

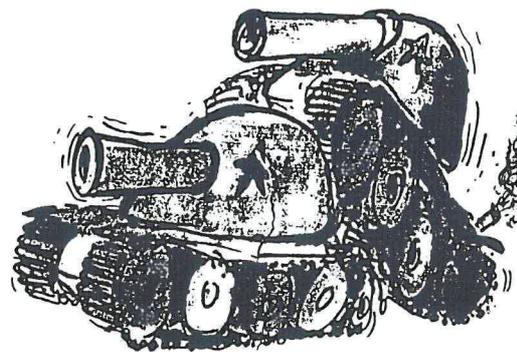
- Un des patrons du plus grand syndicat agricole fut ministre de l'agriculture.

- Bouygues, le maçon nucléaire possède TFI tandis que le groupe Matra-Hachette est actionnaire dans de multiples journaux et chaînes télé européennes.

- Feu Hersant, le propriétaire du Figaro et de France Soir entre autre, vendait ses journaux à perte depuis des années grâce au soutien de plusieurs banques.

- Balladur a été élu député avec plus de 60% de non votants.

- Dans une petite ville du centre de la France, un maire a été élu avec 84% d'abstention.





Triste Nucléaire!

Les 2 et 3 Novembre avait lieu à Valence d'Agen un forum pour la sortie immédiate du nucléaire. Avec en sous-titre, "Contre la pensée unique en matière énergétique". Les temps sont tristes pour le mouvement écolo. Triste la banderole fatiguée et déchirée qui, à l'entrée nous promettait un avenir sans atome. Tristes les 50 à 60 militants anti-nucléaires errant dans ce vaste hangar gris de la halle J. Baylet. Tristes les panneaux d'informations, reliques d'anciens combats des années 70. Tristes les débats et cette manie des écolos à justifier la sortie du nucléaire au nom de l'économie ou au nom de l'emploi, ou encore au nom de l'indépendance énergétique. Bref, on peut être capitaliste et anti-nucléaire à la fois.

Il y eut cependant un brin de soleil, lorsque R. Belbéoch, physicien, membre du Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN), invité par les organisateurs du forum (le VSDNG), présenta un scénario tout à fait pertinent et documenté pour sortir du nucléaire en diminuant nos besoins énergétiques, en développant les énergies alternatives, et en remettant en service un cer-

tain nombre de centrales non nucléaires classiques.

Le bilan à tirer de ce forum confidentiel est également bien triste. On peut, sans mettre en doute la sincérité des militants écologistes, se poser un certain nombre de questions :

La lutte anti-nucléaire dans le Sud-Ouest se réduit-elle à une poignée d'irréductibles, nostalgiques des années de grandes mobilisations ? Comment des militants qui pratiquent l'action directe avec panache (voir l'opération du printemps 96 où trois personnes sont restées plusieurs jours en haut d'une cheminée de Golfech) peuvent-ils si mal organiser un forum ? Quand donc les écologistes se rendront-ils compte que le nucléaire n'est pas un faux pas de la société du progrès et de la démocratie, mais qu'il est une pure production de la société capitaliste basée sur le



CANCER & NUCLEAIRE: MEME COMBAT.

Lors d'une conférence sur la découverte de la radioactivité organisée par l'Université Paul Sabatier, on pouvait voir une très belle affiche fêtant le centenaire de la découverte de la radioactivité. Et dans la liste des sponsors de ce joyeux anniversaire, entre EDF, le CEA, Framatome, la COGEMA, figurait la Ligue contre le Cancer... Cynisme, ou symbole du degré d'incohérence de notre société. Voilà que les cancéreux sponsorisent les cancérigènes.

profit à tout prix, même au prix de l'humanité ?

Nous sortirons du nucléaire lorsque nous changerons la société dans son ensemble, lorsque nous briserons ses rouages et ses leviers de commandes.

Le nucléaire existe parce qu'une poignée de profiteurs, de nationalistes, et d'experts incompetents décident à la place de tous, au mépris de tous, sur le dos de tous. Pour sortir du nucléaire, commençons par virer tous ceux-là !

Raf.

B

LES VRAIS MANIFS, ÇA EXISTE ENCORE

Il y a les manifs "kermesse", les manifs organisées par les professionnels de la manif. Une visite guidée de la ville avec orchestre et service d'ordre en évitant les lieux sensibles pour le pouvoir, et tout le monde rentre chez soi. Rien de concret, rien d'acquis. Deux ou trois discours de bois, un comité de vigilance, ou la promesse d'une nouvelle manif, et basta.

Et puis, il y a les manifs qui ont un sens, celles où les manifestants décident et ne lâchent pas le morceau. Ce fut le cas ce samedi 19 octobre à Toulouse. Une poignée d'intégristes menés par Bernard Antony, le sacristain du F.N. et le docteur Dor triste visiteur de clinique, sont venus s'opposer à l'I.V.G. et déballer leur salade de bondieuserie et de sexisme devant une clinique toulousaine. La droite française ne supporte toujours pas que les femmes choisissent pour elle et leur bébé. Ras-l'front appelait à un rassemblement pour faire front contre ces corbeaux en soutane du Front. On s'en allait vers une manifestation pépère à plus de 200 mètres du groupuscule d'intégristes avec discours politicards et alignement derrière la banderole (selon les ordres de la préfecture).

C'était sans compter sur la délicieuse envie d'autonomie d'une certaine d'individus qui, délaissant le rassemblement officiel s'en allèrent dire joyeusement quelques vérités à la poignée de bêtes à bon dieu et la gratifier des slogans les plus divers (parfois douteux). Entourés d'un cordon de C.R.S., les calotins brandirent la croix et se signèrent avant de se faire embarquer de force dans un car par les flics qui les éloignèrent sous les bras d'honneur et quelques malheureux jets de tomate jetés à contre temps. Les flics firent une petite charge et distribuèrent quelques coups de matraque, mais la partie avait été belle. Des fachos embarqués par les flics, on avait rarement vu cela ces derniers temps.

Et durant tout ce temps, les organisateurs du rassemblement tenaient toujours ce meeting sous un abribus à 200 m de là. Une seconde vague d'intégristes tenta une heure plus tard de revenir à la porte de la clinique, mais devant l'humeur entreprenante des copains, ils durent faire demi-tour.

Antony allait pleurer dans une feuille de choux intégriste ("Présent", le journal d'un autre temps), vitupérant contre "*ces terroristes qui empêchent les gens pacifiques de manifester*". La cerise sur le gâteau ! Il y a encore de vraies manifs à Toulouse. Et c'est tant mieux.

Gary

HISTOIRE D'EAU

Nous avons déjà fait écho dans ses colonnes aux protestations contre le prix exorbitant de l'eau dans les quartiers Mirail-Bellefontaine-Reynerie. Récemment, la CNL organisait un rassemblement...

Le cinéma orchestré par le P.C. et le P.S. avec l'intermédiaire de la CNL et de la C.S.F. a encore une fois de plus donné un spectacle de rue au sujet de la surfacturation de l'eau chaude car ils pensent à l'échéance électorale. Ils maintiendront cette pression jusqu'en 98. Puis ils lâcheront les gens après les élections.

Il y avait tous les permanents élus à vie. Puis un petit discours endormeur devant la mairie-annexe fermée. Folklore ! Il ne faut plus leur faire confiance car ils ne sont plus crédibles.

Georges.

Echos

SOLIDARITE AVEC LE CHIAPAS A SAINT-CERE

Le comité "Ya Basta" de Saint-Céré (Lot) a organisé dimanche 10 novembre un débat sur l'expérience zapatiste.

Une quarantaine de personnes ont participé à cette manifestation. Après avoir visionné des vidéos, ils ont pu écouter le témoignage de quatre militants qui revenaient du Chiapas.

Le débat s'est déroulé dans une bonne ambiance même si certains auraient souhaité que le sujet puisse être abordé de façon plus approfondie. Mais c'était une première réunion publique qui laisse bien augurer de la suite.

MANIF A RODEZ

A l'annonce de la venue de Bruno Mégret à Rodez le 15 novembre pour présenter les candidats F.N. aux prochaines législatives, un collectif, composé d'associations et de la gauche traditionnelle s'est péniblement constitué pour ne pas laisser la rue au F.N. Quatre à cinq cents personnes se sont rassemblées et ont défilé jusqu'à la salle des fêtes où grillades et concert les attendaient. Le groupe libertaire figeacois a alerté la population de Figeac en diffusant plus de 700 tracts pour appeler à cette manif.

A Rodez il a également distribué un tract aux manifestants pour dénoncer l'inefficacité des actions menées par la gauche classique et recentrer la lutte antifasciste sur son véritable objet : la transformation radicale de la société par un combat de toutes les forces populaires contre le système capitaliste.

Un militant de la CNT. de Montauban.

"A Blagnac, la réduction du personnel, le non renouvellement de contrats précaires du "Secteur Jeunes" et de "Blagnac Formation", c'est peut-être pour demain.

Depuis des mois, l'épée de Damoclès est là, sur la tête des contractuels qui luttent tous les jours dans leur travail pour l'insertion, la prévention de la délinquance, l'accompagnement et la formation d'une population blagnacaise en grande difficulté, parfois en survie sociale.

Ces formateurs, ces animateurs ont des contrats précaires (certains 3 mois, d'autres à temps partiel pour un salaire net mensuel de 4300 francs) pour un temps de travail dépassant les 50 heures hebdomadaires.

L'ESPAGNE REPUBLICAINE DE NOUVEAU TRAHIE

A un moment où la gauche et l'extrême gauche se gargarisent du 60ème anniversaire de la Révolution espagnole et organisent ici ou là, comme à Balma, des rétrospectives plus ou moins manipulatrices, des anciens combattants de la république espagnole, bien que n'appartenant pas au courant libertaire, nous ont fait part de leur émotion sur ce qu'ils considèrent, à juste titre d'ailleurs, comme une trahison de leur lutte. Il s'agit de la venue à Toulouse du ci-devant Felipe de Bourbon, fils du roi d'Espagne.

"Que ce jeune monsieur soit reçu avec les honneurs dans une ville que nous, combattants anti-fascistes, avons grandement contribué à libérer, a de quoi choquer, si l'on veut bien se souvenir que le régime nazi a soutenu indéfectiblement Franco, régent de la monarchie espagnole.

Mais il y a plus grave. Il s'agit de la réception donnée au prince par Rafael Grandia Lorenzo, président de la "casa de España" de Toulouse. En effet, Rafael Grandia, connu comme ayant été membre du parti communiste et chef des transports du Vème régiment de l'armée républicaine espagnole, a voulu de la sorte donner une caution morale à la monarchie.

Restant fidèles à l'idéal pour lequel nous avons combattu toute notre vie, nous dénonçons vigoureusement ce reniement qui n'engage que celui qui l'a commis.

Nombreux malgré les ans passés sont ceux qui, avec nous, persistent à dire "ni Franco ni rey".

Pour notre part, nous ajouterons que cet épisode illustre parfaitement le rôle joué par le parti communiste hier et aujourd'hui en Espagne. Le Vème régiment dont il est question ici dépendait du général communiste Lister. Ce général mit beaucoup plus d'énergie à détruire les collectivités libertaires en Aragon qu'à lutter contre les armées de Franco. Il n'est pas étonnant de voir un de ses subordonnés recevoir avec les honneurs, de son plein grè le successeur de celui qu'il se garda bien de combattre.

Tant d'heures, car tant de travail face à des hommes et des femmes qui cherchent des pistes pour sortir de leur misère. Depuis des années, nous menons ce rythme avec conviction et courage. Les demandes de personnel supplémentaire n'ont pas abouti. Demain, des postes risquent d'être supprimés.

Nous ne pouvons l'accepter.

Depuis deux mois, nous avons commencé par informer les élus en face à face.

Leur passivité renforce notre détermination. Tous les moyens seront mis en oeuvre pour gagner la lutte."

Des municipaux de Blagnac
en lutte

ESPERANTO

• Un Groupe Libertaire Espérantiste est en cours de constitution à Toulouse. Les personnes intéressées peuvent s'adresser au journal qui transmettra.

• Des cours de langue internationale sont organisés pour les débutants le Lundi (18 h 30 à 20 h. à la Maison de l'Europe, place St Sernin), le Mercredi (19 à 20 h 30, 19 rue Forbin, et, à une heure à déterminer 14 rue Ste Famille). Un cours devrait ouvrir à l'Université du Mirail (jour à déterminer, de 12 à 13 h 30). Des cours de perfectionnement sont organisés à la MJC d'Ancely et au Centre Culturel Espérantiste.

FETE DU COT

• Samedi 30 novembre, à partir de 17 heures, Salle Bouzinac à GAILLAC, fête antimilitariste organisée par le Collectif des Objecteurs Tarnais avec des stands d'information et les groupes Christies, Kindia, Escalibur, Now and later, Spook and the guay. Entrée 50 f (repas en sus).

FORUM DES LUTTES

• L'association "Forum des luttes" organise samedi 23 novembre de 10 à 15 heures place du Capitole un "bistrot des luttes" pour permettre les échanges sur les mouvements en cours.

Vendredi
6 Décembre
20H30,
7 rue St Rémésy
Débat
"à bâtons rompus"
LA LIBERTE
D'EXPRESSION

De Toulouse à San Sebastian il faut 4 heures... de SMIG, rien que pour les péages, sans parler du reste. Ce n'est pas pour tout le monde que cela existe. Mais à la sortie de Toulouse, c'est la route nationale que l'on aménage, celle de tout le monde, où l'on pourrait rouler à mobylette ou à vélo (si on n'a pas peur...). Début 96, cette route publique devient payante (5 francs) dans le cadre de l'axe Toulouse-San Sebastian. Payer du jour au lendemain là où on avait toujours circulé librement, ça fout les boules!

C'est une question de principe, c'est notre liberté de circulation qui est remise en cause. Au début, c'était les militants du PC (Muret) qui ont favorisé la création du collectif anti-péage, cela en entamant des procédures juridiques (les arguments avancés sont : absence de route parallèle, péage trop près de la ville,...). Malgré cela, le péage voit le jour.

Dès le premier jour de la mise en place du péage, quelqu'un a défoncé une barrière. Puis, des piquets se sont constitués le vendredi soir et le lundi matin et les barrières sont régulièrement levées depuis.

Maintenant, l'action a créé une dynamique: tous les jours de la semaine de 7 h à 9 h et le vendredi de 16h à 19 h s'organisent des piquets.

En dehors de ces heures, le flot de véhicules (10 à 30 000 par jour) qui évite le péage de Roques se déverse à "Carrefour/Portet" et sur le petit "chemin des Etroits" (!). Quant à La Croix-Falgarde, autrefois très fréquentée par les cyclistes, c'est devenu un enfer. Il faut savoir que cette route qui longe la Garonne avait déjà tendance à s'effondrer. Maintenant avec ses milliers de voitures, il va falloir

la refaire 2 fois par an.

A la rentrée des vacances d'été les gendarmes ont joué l'intimidation en relevant les numéros des plaques d'immatriculation des piquets, pensant qu'on allait s'essouffler. Mais trop de monde est opposé à ce péage : les véhicules passaient sans payer par automatisme.

Maintenant chaque jour, les habitants d'une commune se sont organisés pour la levée des barrières. Même Ramonville va donner un coup de main pour ce service public.

Du côté des autorités, ça bouillonne, ils ne s'attendaient pas à ce genre de pratiques, alors ça palabre... Il est question que

les communes ou le département négocient des abonnements de gratuité pour les salariés,...

Nous, on est clair : il faut imposer la gratuité totale.

Au delà du mot d'ordre initial "Ne pas payer pour aller travailler" dû en partie à l'influence du P.C., on est nombreux à penser que les chômeurs, les étudiants, tout le monde... a droit à un service public, de qualité, accessible à tous. C'est pourquoi certains envisagent d'étendre le boycott à toutes les "Autoroutes du Sud de la France".

De toutes façons, nous, on ne lâchera pas le morceau. Nous, on s'est organisé, on agit et comme ça, on se sent fort.

Mode d'Emploi

• **C.N.T.** : La Confédération Nationale du Travail, section française de l'**A.I.T.** (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans. • Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. • A travers son **C.D.E.S.** (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "**Le Combat Syndicaliste**". • Il existe une section chômeurs-précaires et une section universitaire • Les **Jeunes Libertaires** se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. • N'hésitez pas à prendre contact :

UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE
(près de la rue PHARAON, quartier des Carmes-Salin)

ET UN N° DE TELEPHONE : 05 61 52 86 48 (répondeur)

• **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**

- **C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs, Section U.:** le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)
- **Tables de presse:** aux Puces (place St Sernin), le dimanche en fin de matinée • aux RU du Mirail le mardi, de l'Arsenal le mercredi et de Rangueil 1 le jeudi, autour de midi.
- **Débat "à bâtons rompus"** le premier vendredi du mois, 20 h 30
- **réunion des sections chômeurs précaires, universitaire :** le deuxième lundi du mois à 20 h 30

Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus. à verser au
C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

Le Congrès de notre Internationale se réunira les 6, 7 et 8 décembre 96 à Madrid. Ce temps capital d'échange et de réflexion est préparé depuis plusieurs mois par toutes les sections. L'Union Syndicale Italienne (U.S.I.) est l'une des plus anciennes. Elle a connu récemment des problèmes internes très proches de ceux qui nous ont également frappés et qui éclairent significativement l'évolution désastreuse de certains secteurs du syndicalisme qui se prétend pourtant révolutionnaire. C'est pourquoi nous avons trouvé intéressant de traduire cet article de Gianfranco Careri, militant historique de l'U.S.I., auteur du "Syndicalisme autogestionnaire", publié par le journal de l'U.S.I. "Lotta di Classe" (N°2 - Sept 96) et déjà repris par l'organe de la C.N.T. d'Espagne, "C.N.T." (N°209-210, sept 96)

Le syndicalisme de base, révolutionnaire, autogestionnaire et libertaire de l'U.S.I. se différencie de tout autre type de syndicalisme ("confédéral", "extra-confédéral", "autonome"...), existant aujourd'hui en Italie de par ses caractéristiques uniques et claires, que l'on peut résumer ainsi :

- **1.** C'est un syndicat de classe au sens strict qui, par la pratique de l'action directe, défend uniquement les intérêts de tous les exploités en luttant quotidiennement et en s'opposant à la logique de collaboration avec le pouvoir économique et politique;

- **2.** C'est un syndicat de base, assembleiste et fédéraliste, sans organes dirigeants ou de contrôle, géré uniquement par les travailleurs à travers leurs assemblées. Les structures exécutives locales et nationales de l'U.S.I. ont seulement des tâches techniques et de représentation de la ligne générale et des décisions prises collectivement par les travailleurs;

- **3.** C'est un syndicat de transformation sociale qui combat la logique néo-libérale de l'Etat et du capital non seulement pour défendre et amplifier les conquêtes sociales, mais aussi pour jeter les bases d'une transformation de la société dans un sens libertaire et collectiviste.

L'existence même d'un syndicat comme l'U.S.I. passe par le maintien de ses caractères

libertaires qui en font un point de référence antiautoritaire dans le panorama syndical italien.

ESSOR & DECADENCE DU SYNDICALISME ALTERNATIF

Depuis le début des années 90 on assiste en Italie à la naissance et au développement d'un vaste archipel de structures et organisations "extra-confédérales" (qui ne se reconnaissent ni dans les CGIL, CISL, UIL ni dans les principaux syndicats autonomes) qui se réclament d'un syndicalisme alternatif et même de base (dans certains cas). Dans le même temps on assiste paradoxalement à la ré-émergence, y compris dans ce secteur "extra-confédéral", de fortes poussées centralisatrices, bureaucratiques et corporatistes et de modèles type "courroie de transmission" avec des groupes politiques et des partis qui contaminent toujours cet archipel dans sa totalité. Il s'agit d'un phénomène de dimension européenne et internationale dans lequel, entre autre, est à l'oeuvre une tentative de marginaliser l'A.I.T. (et ce qu'elle représente en termes de solidarité internationaliste et de développement de lutte de classe libertaire).

Le pouvoir veut, en fait, se débarrasser de l'anarcho-syndicalisme en favorisant le développement d'un nouveau syndicalisme hiérarchisé et néo-corporatis-

te (pas nécessairement encadré dans les organisations institutionnalisées traditionnelles) qui puisse canaliser le mécontentement des travailleurs pour ensuite l'éteindre graduellement. Ce type de syndicalisme se camoufle très souvent derrière un sigle "de base" ou d'extrême gauche.

SCISSIONNISTES & ALLIANCES AVEC LA DROITE.

Ce qui est pire encore, c'est qu'on voit de plus en plus se développer d'inquiétantes alliances entre ces syndicats dits "alternatifs", de "base" et des organisations autonomes corporatistes ou même avec des syndicats jaunes et d'extrême droite.

Ce qui compte pour les nouveaux "dirigeants" de ces syndicats est seulement la croissance numérique, l'adhésion inconsciente des masses basée sur la délégation de pouvoir, le contrôle centralisé d'un groupe sur l'organisation et la représentativité octroyée par les institutions (avec, par conséquent, des bénéfices personnels pour les nouveaux dirigeants).

Nous avons pu constater dans la récente histoire de l'U.S.I., les dommages causés par l'infiltration d'une composante autoritaire qui a tenté de s'approprier l'organisation pour la vider de son contenu et de sa

valeur libertaire et pour utiliser à des fins mesquines le nom historique de l'Union.

Heureusement, l'énergique réaction des syndicats libertaires et autogérés a permis l'échec de ce projet. Cette composante, en était arrivée même à collaborer avec des syndicats fascistes comme CISNAL et à signer (au nom de la représentativité à tout prix) des contrats de travail nationaux (qui sont des contrats-escroquerie) qui attendent aux intérêts des travailleurs eux mêmes. Je parle ici de ce qu'a fait l'ex-syndicat USI-ISTAT (avec la couverture de toute l'ex-USI Latium) dans le secteur de la recherche. Ces syndicats sont tous aujourd'hui scissionnistes et hors de l'Union.

Ce phénomène n'est pas spécifiquement italien. En France un syndicat scissionniste de la C.N.T. (NDLR : dont le siège est à Paris rue des Vignoles, voir notre n° de juillet-août) s'est allié avec la CSL, un syndicat de l'extrême droite. Comme par hasard, les scissionnistes de Rome (de l'ex-USI) et de Paris (ex-CNT) ont constitué une solide alliance avec leurs homologues de la CGT espagnole (scission de la CNT orchestrée dans les années 80 par le pouvoir politique d'alors) à laquelle adhèrent des sections de la Police Autonome Catalane qui est connue pour les méthodes violentes avec lesquelles elle réprime les compagnons, les travailleurs, les objecteurs de conscience et les anti-militaristes catalans.

LE NAUFRAGE DE L'ARCA

La composante autoritaire qui était parvenue à s'infiltrer dans l'U.S.I en est aujourd'hui finalement sortie avec la scission

consommée à Rome courant avril, même si elle continue arbitrairement à utiliser le nom de l'Union. Actuellement, cette composante tente de concrétiser la construction d'un projet bureaucratique (nommé ARCA) avec des syndicats "alternatifs" et corporatistes. Récemment, la CNL (gros syndicat corporatiste né durant l'été 95 d'une scission du syndicat autonome CISAL) y a adhéré. Il faut dire que les dirigeants de la CNL sont les mêmes que ceux qui, les années précédentes, travaillaient dans l'ISA, la coordination qui regroupait la plupart des syndicats autonomes et fascistes (CISAL, CISNAL, etc...). L'ISA est une structure voulue par Berlusconi et Fini (chef des fascistes) pour appuyer en 94 leur gouvernement de droite.

L'adhésion récente de la CNL à l'ARCA (en compagnie des scissionnistes de l'USI) constitue très certainement un signe très clair de ce qui se trame dans le mouvement syndical "alternatif".

LES TACHES DE L'U.S.I.

L'U.S.I.-A.I.T. a confirmé lors de son dernier Congrès à Prato Carnico (Xème Congrès) ses caractéristiques de syndicat de classe, autogestionnaire et libertaire. Elle a un devoir encore plus important que par le passé, justement à cause de la confusion et de la dégénérescence qui règnent dans le mouvement social actuel. Réaffirmer et intensifier un chemin correct pour les luttes syndicales, reconstituer le terrain défait des conflits de classes,

reconstruire des formes authentiques de démocratie directe et d'assembléisme sont une nécessité urgente. Mais peut-être la tâche la plus importante pour l'U.S.I. et l'A.I.T. est de ne pas laisser s'envoler ces valeurs que seul l'anarcho-syndicalisme a été capable de représenter et de défendre : lutte de classes égalitariste, fédéralisme, autogestion, antifascisme, antiautoritarisme et antimilitarisme. Et ceci non par idéologie abstraite, mais en raison des nécessités pratiques de la lutte de classes, que l'on peut mener à bien à condition de s'appuyer uniquement sur la stratégie libertaire de base en excluant toute usurpation autoritaire.

Plus que jamais, la ligne de l'U.S.I. et de l'A.I.T. constitue le principal obstacle à toute centralisation de pouvoir, quelle qu'elle soit, et stipule que seule l'organisation horizontale peut mener à une véritable émancipation de la Classe des Travailleurs.

(Traduction: Ul. de Marseille et Caen)



Une fois de plus, les précaires de l'Education Nationale font les frais d'une gestion qui se moque bien de l'intérêt des usagers. Outre les "reçus collés" (professeurs reçus sur la liste complémentaire que le ministère refuse de titulariser contrairement à toute logique) de nombreux Maîtres auxiliaires ont été jetés au chômage.

Depuis début octobre, la grogne des Maîtres Auxiliaires au chômage et de titulaires solidaires se développe. Le 17 octobre, dans l'après midi, une bonne cinquantaine de M.A. et de titulaires ont investi le Rectorat de Besançon pour exiger le réemploi des M.A. au chômage et la titularisation des précaires. D'autres actions devaient avoir lieu : manif le vendredi 25 octobre pour la visite de Gaudin dans un collège de PJanase (ZUP de Besançon), occupation après les vacances de la Toussaint d'un établissement avec de nombreuses heures sup et des classes surchargées pour demander l'embauche de Maîtres Auxiliaires...

Dès le début, la C.N.T. est présente dans la lutte. Pour ce qui est des autres syndicats; la F.E.N. ne s'est jamais manifesté; F.O. s'est désolidarisé suite à une critique des heures supplémentaires car, disait F.O. "critiquer les heures supplémentaires, c'est diviser la classe ouvrière"; la C.G.T. est présente pour vendre des cartes (et ce d'une manière très peu fine : toutes les interventions de la C.G.T. se limitent à dire "la C.G.T. s'est toujours battue contre la précarité, la C.G.T. ..."); la C.F.D.T. soutient de façon épisodique; le S.N.E.S. et la F.S.U. sont présents aux actions et aux Assemblées Générales. A la dernière A.G., le S.N.E.S. a réussi une magouille : dans la plate-forme, il était question de titularisation des précaires sans condition de concours;

le S.N.E.S. a expliqué que cela risquait de choquer nombre de titulaires... S.U.D.-Education et des militants politiques (A.L.) ont alors joué le consensus en faisant en sorte que toute référence aux concours disparaisse de la plate-forme. Malheureusement, l'A.G. a suivi le consensus (il semble que de nombreux M.A., tout en critiquant les syndicats, se disent qu'en perdant leur soutien, ils ne peuvent rien gagner).

Pour le moment, le fonctionnement est à peu près démocratique. Un "Bureau" a été élu (suite à notre intervention, il doit se limiter à des tâches techniques - constitution de dossiers... - et être révocable à toute A.G., constitué d'une dizaine de M.A. et d'un représentant par organisation syndicale.

Pour l'instant, nous avons besoin de toute info sur d'éventuelles luttes de M.A. dans vos villes, régions... et de luttes contre la précarité dans l'éducation.

CNT. - Doubs

**Chômage, précarité,
flexibilité,
à l'Education Nationale
comme ailleurs
ça suffit!**

Vacataires, C.E.S., se retrouvent au chômage tandis que des titulaires voient leurs statuts bafoués (Titulaires académiques, titulaires remplaçants...).

Contre cette détérioration des conditions de travail et de vie dans l'Education, exigeons :

- Le réemploi et la titularisation sans condition des M.A. et autres précaires avec prise en compte de leur ancienneté au même barème que les titulaires.

Si l'administration les a employé auparavant, c'est qu'elle les a jugé de fait aptes à assurer leur tâche !

- La réouverture des postes supprimés et la création de postes supplémentaires afin d'abaisser les effectifs par classe.

- La transformation des heures supplémentaires en postes.

Ce sont les préalables indispensables à de bonnes conditions de travail pour les élèves et le personnel de l'Education nationale.

SOLIDARITE FACE AU PROBLEME GENERAL DU CHOMAGE

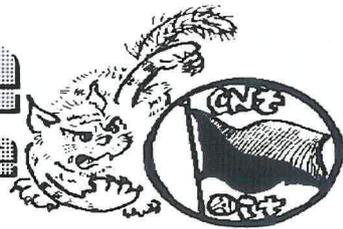
A travers la défense de l'emploi dans l'Education Nationale, nous participons à la lutte contre le chômage, contre le développement de la précarité et de la flexibilité dans la fonction publique comme dans le secteur privé.

REFUSONS D'ETRE TRAITES COMME DES MARCHANDISES QUE L'ON PREND ET JETTE APRES USAGE.

CNT. - Isère.

Anarcho-syndicalisme

Service public & société capitaliste



"La C.N.T. a pour but de grouper, ... tous les salariés à l'exception des forces répressives de l'État considérées comme des ennemies des travailleurs..."
(Statuts de la C.N.T.)

MAIS, QU'EST-CE DONC QU'UNE FORCE REPRESSIVE DE L'ÉTAT ?

Sont considérés comme forces répressives de l'État, les militaires, les flics, les matons, bref les chiens de garde de l'ordre capitaliste. Mais qu'en est-il de tous les fonctionnaires qui appliquent des directives ministérielles faites pour mettre la société au pas ?

La force répressive de l'État se limite-t-elle aux porteurs de matraque et d'uniforme ? Un employé de centrale nucléaire qui participe au fonctionnement d'un réacteur de mort est-il un ennemi des travailleurs ? Et un employé de la D.A.S.S. ou d'une société de H.L.M. qui classe des dossiers de misère à coup de norme familiale et de quotas ? La violence de l'État est à tous les niveaux !

QU'EST-CE DONC QUE L'ÉTAT ? QU'EST-CE QUE LE SERVICE PUBLIC ?

L'État n'est pas l'organisation des citoyens. L'État n'a pas pour objet de servir la collectivité, mais la caste des possédants. Il a intérêt à dépecer le service public, qui, par

définition n'est pas rentable. Par exemple en décrétant la libéralisation du marché de l'électricité, qui permettra aux industriels de s'approvisionner sans participer aux charges générales du système, alors que les usagers domestiques supporteront ce que ces gros clients auront gagné. De nombreux secteurs publics se comportent comme des entreprises capitalistes. Il est maintenant banal de dire (le conditionnement a été efficace...) que les services publics ne doivent pas être en déficit, alors que c'est un contre sens. L'utilité publique, les droits fondamentaux ne sont pas monnayables.

L'État est au service de l'argent. Il en est même son instrument de propagande et de conditionnement officiel. Un journaliste qui parle du chômage comme d'une inévitable calamité à laquelle la société doit se plier participe à ce conditionnement. L'école comme les médias est un outil de propagande. De nos jours, l'éducation nationale revendique de former non plus des hommes libres et responsables mais des travailleurs potentiels profilés pour les besoins immédiats des entreprises. Par son fonctionnement hiérarchique, par l'absence de prise en compte des aspirations ludiques et créatrices des élèves, par la compétition qu'elle favorise, l'éducation nationale est un formidable moule de résignation et de déresponsabilisation.

Il est clair, dès lors, qu'il y a une réelle dépendance des domaines politique/ médiatique/ financier. Les mêmes nantis se retrouvent tour à tour ministres, P.D.G. de groupes financiers, chefs d'entreprises, ou députés. L'État n'a pas de sens commun : travailler dans un service public "social", c'est dans une certaine mesure participer à maintenir l'individu dans un état de dépendance vis à vis du système qui l'exploite, au même titre que de travailler pour une entreprise

privée vendant du bien de consommation aliénant.

ANARCHO- SYNDICALISTE DANS UN SYSTEME CAPITALISTE

L'erreur pour nous, anarcho-syndicalistes, serait de nous définir par rapport à la grille de lecture imposée par le pouvoir. Toute activité de production ou de service dans cette société tentaculaire et aliénante porte en elle sa part de collaboration obligée au système. Nous devons NOUS définir en refusant ces fausses catégories secteur public - secteur privé, secteur productif - secteur de services. La conscience et le comportement de l'individu face au système doivent être pris en compte. Oeuvrer dans une optique anarcho-syndicaliste, c'est combattre le système là où on le peut, avec les moyens que l'on a, pour une société réellement libertaire, c'est à dire faite par et pour le plus grand nombre, selon les principes de la démocratie directe et de l'égalité des droits.

Un travailleur du nucléaire qui informe sur les "dysfonctionnements" d'une centrale, un prof qui refuse de faire entrer "la culture d'entreprise" dans sa classe, une secrétaire des H.L.M. qui révèle les combines financières ou le tri des locataires suivant la couleur de leur peau, combattent à leur façon la société capitaliste.

L'anarcho-syndicalisme ne se définit pas par le mode d'aliénation défini par le pouvoir, mais par sa volonté de combattre le système capitaliste pour y substituer le communisme libertaire.

Des militants de Toulouse